

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



Notre adieu au Prince



Un combat, un combat perpétuel...

De la somme, considérable, d'articles qui ont été consacrés au défunt chef de la Maison de France, nous ne pouvons donner ici que de modestes extraits, assortis de quelques commentaires en forme de précisions ou de mise au point.

Dans son ultime entretien, accordé à l'hebdomadaire *Oh la !* (n° 40, 23 juin 1999), Monseigneur le comte de Paris concluait en disant que sa vie avait été « *Un combat. Un combat perpétuel, dans tous les domaines. Je n'ai jamais connu un moment de répit. Un jour peut-être aurai-je un peu de repos... mais je serai ailleurs* ». Tels furent les derniers mots de sa dernière déclaration publique dans laquelle ce prince aux portes de la mort continuait de s'inquiéter pour l'avenir de la dynastie et pour la France « *ce qui m'inquiète le plus en cette fin de siècle, c'est l'orientation que prend notre pays. Je trouve que nous sommes à la remorque des États-Unis, à la botte de l'Amérique, qui nous entraîne comme le vent fait tourner la girouette* ».

Politique jusqu'au bout, et grand politique - autrement

dit bon et loyal serviteur de la nation et de l'ensemble de ses habitants. Tel est le portrait que font du deuxième comte de Paris la plupart des commentateurs. *Le Monde* (22 juin) salue « *la fidélité républicaine de l'héritier des rois de France* » sur une pleine page, et Thierry Bréhier décrit un prince démocrate et moderne tout en réduisant par trop, à notre sens, la portée de ses entretiens avec le général de Gaulle et l'action politique que le Prince a menée pendant les deux septennats de François Mitterrand. Et *Le Monde* de citer en exergue le bel adieu de Jean-Pierre Chevènement : « *Dans les combats du siècle (il) sut se comporter en vrai républicain. La voix de ce grand patriote manquera à la France* ».

De manière encore plus précise, Paul-Laurent Mazars observe dans *Le Journal du Dimanche* (20 juin) qu'« *il aimait tant la République qu'il lui aurait volontiers donné un*

roi. Il s'efforçait de gommer au mieux l'anachronisme de sa condition et ne désespérait pas d'arriver à ses fins : redonner à la France le goût de la monarchie ». Étrange anachronisme, tout de même, que de proposer un modèle institutionnel qui est celui de nombreux pays de l'Europe des Quinze ! Cela dit, ces commentaires montrent que le Prince a parfaitement réussi à réconcilier l'idée républicaine (l'idéal du bien commun) et la symbolique royale (le régime politique effectivement réalisé) alors que la République et la Monarchie étaient des concepts antinomiques depuis 1792. On ne saurait donc, comme Alain Peyrefitte (*Le Figaro* du 21 juin) parler d'un « échec » du comte de Paris - mais la réponse à l'article de l'académicien mériterait tout un livre. Il viendra en son heure.

Qu'on ne croit pas au concert de louanges. Tandis que Claude Sarraute, à la

radio, répète la rumeur bête et méchante d'un « marché » entre le comte de Paris et François Mitterrand en 1988, Stéphane Denis, dans *Paris Match* (1^{er} juillet) reprend la légende éculée, colportée pendant un demi-siècle par l'extrême droite, du prince opportuniste et comploteur et à laquelle il ajoute une tonne de ragots. Il paraît même que le Prince aurait dilapidé sa fortune dans les casinos ! Affirmation sans le moindre commencement de preuve, pure diffamation. Préférons l'humour narquois et facile de *L'Humanité* (21 juin) : la couronne de France restera virtuelle, « *à moins qu'à son tour le peuple perde la tête* ». Ce qui épargne aux communistes l'évocation du rôle diplomatique du comte de Paris, qui recevait volontiers à sa table l'ambassadeur de l'Union soviétique.

Le Prince ne saurait échapper à la critique, qui sera désormais l'affaire des historiens. Que ceux-ci n'oublient pas ce qu'il y avait d'essentiel dans sa démarche, et que Gérard Leclerc (*France catholique*, 25 juin) résume fortement : « *La tradition dont il défendait les principes n'avait plus à alimenter une guerre civile où les Français perpétueraient les déchirures issues de la Révolution. Ce n'était plus la France d'Ancien Régime qu'il fallait opposer avec nostalgie à la France nouvelle, c'était celle-ci qu'il fallait aider à saisir toutes ses chances* ». C'est ainsi que le Prince se situait dans la continuité historique de la nation.

Jacques BLANGY

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
 Adresse :
 Profession : Date de naissance :
 souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)
 ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
 BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE MARTHAUD RENOUVÉ
 SOMMAIRE : p.2 : Un combat, un combat perpétuel... - p.3 : L'Europe qui gagne - Succession - p.4 : La guerre des Gribouilles - p.5 : L'Europe de Versailles - p.6/7 : Pour le service du Prince - p.8/9 : Michel de L'Hospital - p.10 : Jacobinisme, passé et présent - p.11 : La politique selon Maritain - p.12 : Une idée de la nation - Le petit inquisiteur - p.13 : Histoire d'un héros et d'un martyr - p.16 : Editorial : Transmettre.
 RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs,
 75001 Paris
 Téléphone : 01.42.97.42.57
 Télécopie : 01.42.96.05.53
 Dir. publication : Yvan AUMONT
 Com. parit. 51700-ISSN 0151-5772

L'Europe qui gagne...

Europe sociale inexistante, soumission à l'Amérique, record d'abstentions aux élections, on dirait que l'Europe est empoisonnée à la dioxine...

Les abstentions ont atteint un niveau record aux élections européennes du mois de juin. Si le Royaume-Uni, traditionnellement euro-sceptique, ou les Pays-Bas, cependant très européens, se sont distingués (respectivement 77 et 70 %) notre pays n'est pas mal placé : 53 % de nos concitoyens ont déserté les urnes. De quelle autorité et de quelle légitimité dispose un « parlement » élu dans ces conditions ?

Il est vrai que les électeurs avaient quelques circonstances atténuantes. Les véritables enjeux étaient obscurcis par la calamiteuse « opération humanitaire avec dégâts collatéraux » menée en Serbie. Cette guerre a d'abord permis aux États-Unis de soumettre leurs « alliés » à leur volonté. Elle n'a pas évité les massacres et l'exil des Albanais du Kosovo. Elle présidera sans doute au remplacement de cette ignominie par une autre : l'exil et le massacre des Serbes, limités par leur

moindre nombre. « *A Cologne, dix jours avant les élections européennes, le Conseil européen a confié la politique de sécurité européenne à Xavier Solana [...] secrétaire général de l'Otan où il s'est montré fidèle serviteur des États-Unis. [...] Pour sa politique étrangère et sa défense, l'Europe est et restera américaine* » (1).

Cette triste réalité a dominé la campagne électorale. Chez nous, les socialistes ont bien tenté de nous faire miroiter une « Europe sociale ». Sans convaincre. Sur tout le continent, les sociaux-démocrates respectent le dogme libéral : « *adaptation de la main d'œuvre à la mondialisation, apologie du libre-échange et de la libre circulation des capitaux, discipline budgétaire et fiscale, contrôle des aides publiques, conception minimale du secteur public et du rôle de l'État* [...] Avant d'avoir vu le jour, l'Europe sociale a cessé d'exister » (2). A cela, il faut ajouter une crise sans précédent : la démission décidée « à

l'unanimité » le 16 mars, de la Commission présidée par le Luxembourgeois Jacques Santer. « L'affaire » Cresson n'était pas seule en cause. Pierre Lelong, l'un des cinq membres du « comité d'experts indépendants » qui a contraint la Commission européenne à jeter le gant, s'exprimait ainsi (3) : « *Quand on n'est pas capable de redéployer les effectifs existants parce que les directions générales forment autant de bastilles et de féodalités, on est collégialement responsable* [...] *A mon sens, le système administratif européen recèle des gisements de favoritisme insoupçonnés* ».

Pour « couronner » le tout, la fin de la campagne a été empoisonnée par l'accident des poulets belges à la dioxine. On pouvait lire dans *Le Monde* du 7 juin : « *... en décrétant unilatéralement un embargo sur l'ensemble des aliments et des animaux belges potentiellement contaminés, la France a désormais placé la barre des exigences sanitaires plus haut que la Commission européenne* ». On ne peut que se féliciter que la France dispose encore d'un État qui peut prendre des décisions propres à limiter les dégâts. Surtout dans un contexte de libre circulation des marchandises où la loi du profit maximum prime toute autre considération. Mais foin de morosité : vous reprendrez bien un peu de dioxine dans votre Europe ?

Alain SOLARI

(1) « Cible » du n° 731 de *Royaliste*.
 (2) Sylvie Fernoy « La grande reddition social-démocrate » in *Royaliste* n° 718.
 (3) *Libération* du lundi 22 mars 1999.

Prix franco : 29 F



Succession

Malgré le deuil qui l'afflige, le fils aîné du chef de la Maison de France, Henri comte de Clermont, a immédiatement fait savoir qu'il s'inscrivait dans la continuité dynastique et dans la tradition des rois capétiens aux termes d'une déclaration manifestement politique.

Le nouveau comte de Paris, qui est devenu à la mort de son père le chef incontesté de la Maison royale de France a publié le dimanche 20 juin le communiqué suivant : « *A mon tour, comme mon père, j'essaierai d'œuvrer pour que soient toujours préservées l'unité et l'identité de la France, notamment à l'intérieur de la construction européenne, sans oublier les aspirations à plus de solidarité et de dignité humaines exprimées par l'ensemble des Français, selon les valeurs incontournables des démocraties modernes* ».

S'exprimant sur LCI, le nouveau chef de la Maison de France a jugé que la constitution de la V^e République était « *la plus monarchique* » de toutes les constitutions européennes en vigueur et s'est déclaré « *prêt à servir (le) pays de son mieux* » tout en précisant : « *je suis d'abord attaché à la France avant d'être attaché à quelque idéologie ou régime que ce soit* ». Dans l'ordre dynastique, le chef de la famille royale a désigné son fils Jean, duc de Vendôme comme « dauphin du Viennois » - premier après le comte de Paris dans l'ordre de succession. Le prince Michel, frère du comte de Paris, et son neveu Robert, comte de la Marche, ont été rétablis dans leurs droits dynastiques.

Y.A.

La guerre des Gribouilles

Aucun des objectifs avoués de la guerre menée en Yougoslavie n'a été atteint. De nouveaux désastres se sont ajoutés aux précédents. Il n'y a vraiment pas de quoi pavoiser...

Les dirigeants des pays membres de l'Otan ayant participé aux opérations contre la République Fédérale de Yougoslavie affichent leur satisfaction après que Slobodan Milosevic a accepté l'entrée de troupes internationales au Kosovo. La présence de forces étrangères dans la province était refusée, à Rambouillet, par les Yougoslaves qui n'étaient prêts à accepter que le stationnement d'observateurs civils. Ce point d'achoppement fut une des causes majeures de la rupture de la négociation et du recours à la force. Selon les négociateurs européens et américains, la présence de troupes internationales était censée mettre fin aux exactions et aux actes terroristes d'où qu'ils viennent et assurer la paix entre les communautés vivant au Kosovo. Au stade où nous en sommes dans cette crise, il est clair que les Européens et les Américains sont parvenus à faire prévaloir leurs vues mais, hélas, au prix de ce qu'ils voulaient éviter avec en prime une destruction substantielle de la Serbie. C'est pourquoi aucun membre de l'Otan n'ose parler véritablement de victoire au lendemain de l'accord arraché à Belgrade. Le bilan est en effet catastrophique pour la région et les problèmes auxquels est confrontée la coalition alliée sont devenus beaucoup plus complexes et plus difficiles à régler que ceux qui existaient avant la campagne aérienne contre la Yougoslavie.

Les pays membres de l'Alliance souhaitent protéger la communauté kosovare

et faire respecter ses droits. L'intervention militaire n'a fait qu'exacerber les tensions et augmenter les violences. Se sentant davantage menacés et encore plus exposés aux représailles et aux opérations militaires serbes, environ 800 000 Albanais du Kosovo ont fui vers les pays voisins. Les Européens et les Américains voulaient ramener le calme et la sérénité en vue d'une coexistence pacifique entre les communautés. Ils n'ont fait que rallumer les haines et ouvert de nouveaux cycles de vengeance dont les Balkans souffrent depuis des siècles. Ils pensaient mettre dans leur poche les extrémistes de l'UCK et faire taire les revendications nationalistes de l'Albanie. Ils ont renforcé les positions maximalistes des uns et des autres qui n'aspirent maintenant qu'à une indépendance du Kosovo ou son intégration dans une Grande Albanie, nouveaux ferments déstabilisateurs pour toute la région.

Non seulement la communauté kosovare a été durement éprouvée, mais le peuple serbe a lui aussi subi de grandes souffrances. Jacques Chirac et Lionel Jospin ont eu beau s'exclamer qu'ils ne lui faisaient pas la guerre, la France n'en a pas moins participé directement ou indirectement aux destructions des ponts sur le Danube et d'autres objectifs civils (sites industriels stratégiques, sièges de radio et de télévision, ...) qui ont fait des centaines de victimes. L'intervention de l'Alliance a donc ainsi étendu le champ de la crise qui atteint désormais la Serbie dont les centres vitaux

sont en partie détruits. On ne voit pas en quoi cette situation serait favorable à l'opposition démocratique serbe au régime de Milosevic qui, n'ayant jamais été matériellement aidée par les Européens, dispose de maigres moyens. La nuit politique dans laquelle la Serbie est enfoncée continuera avec ou sans Milosevic.

Par ailleurs, la manière dont la crise du Kosovo a été gérée par l'Otan n'a pas été de nature à atténuer la crise russe. Elle a au contraire ajouté des frustrations supplémentaires dans une population qui voit l'Occident sous des aspects de plus en plus arrogants et agressifs. A ce rythme, l'humiliation russe, ressentie de la perte de l'empire soviétique à l'élargissement de l'Alliance, se paiera un jour autrement qu'avec des crédits du F.M.I.. Si les actuels dirigeants pro-occidentaux du Kremlin sont obligés de donner le change en faisant occuper clandestinement par leurs troupes un aéroport européen, celui de Pristina, on peut imaginer l'ampleur des difficultés avec un pouvoir moins conciliant. On notera aussi au passage que c'est par la faute de l'intervention de l'Otan au Kosovo que des forces russes sont de retour au cœur de l'Europe.

Pour la France et les Européens, le bilan n'est pas moins sombre en dépit de la satisfaction illusoire de faire partie des « vainqueurs ». A Rambouillet même, abandonnant trop rapidement toute perspective de trouver un règlement entre membres du concert européen, les négociateurs du

Vieux Continent ont préféré jeter l'éponge au milieu des discussions pour s'en remettre à une « stratégie des frappes » typiquement américaine, offrant ainsi aux Yankees l'occasion de faire une nouvelle fois la démonstration de leur supériorité logistique et de leur position centrale dans le déroulement des opérations. Au moment décisif, l'Europe a renoncé à jouer un rôle original dans la négociation et s'est rangée sous la bannière américaine derrière laquelle elle a à peine fait entendre sa différence.

Quand Hubert Védrine qualifiait l'Amérique « d'hyperpuissance », on aurait pu croire cette appréciation dictée par une volonté d'autonomie face à une emprise abusive des États-Unis. Tel n'était pas le cas. Il semble maintenant qu'elle reflétait le fatalisme qui s'est emparé de la classe dirigeante française vis-à-vis de l'omnipotence américaine. Les chefs de la diplomatie française ne semblent désormais concevoir de politique extérieure qu'au sein d'un bloc occidental ce qui est un reniement de la politique traditionnelle de la France. Comme le fait remarquer Régis Debray, on ne fait jamais assez attention à la signification de cette expression, « les Occidentaux », dans laquelle les médias mais peut-être aussi maintenant insensiblement les plus hautes instances du pouvoir veulent enfermer la politique française. « Les Occidentaux », oui, cela a vraiment un goût de Saint Empire.

Du reste, ces fameux Occidentaux qui se disent les vaillants serviteurs de la loi et du droit ont allègrement bafoué les règles du droit international en employant la force contre un pays souverain sans mandat explicite du Conseil de Sécurité. Par ailleurs, en ce qui concerne la France, son exécutif a foulé aux pieds la Constitution et les droits du Parlement en engageant des opérations guerrières sans l'autorisation des représentants de la nation. La crise du Kosovo aura aussi servi de révélateur des motivations de nos dirigeants et le résultat est rien moins qu'inquiétant.

François VERRAZZANE

L'Europe de Versailles

Sommes-nous sortis de l'Europe de Yalta pour retomber dans celle de Versailles ? Pour éviter les erreurs de 1945, devons-nous répéter celles de 1919 ? La question est restée ouverte depuis la chute du mur de Berlin et la dissolution de l'Union soviétique comme du pacte de Varsovie. La crise du Kosovo et les élections européennes soulignent l'urgence de solutions.

Nous avons été élevés dans le sentiment que l'indépendance de la France était solidaire de la liberté des peuples dans le monde. En 1918, comme après 1989, l'Europe a vu doubler le nombre de ses nations dans le sillage de la chute des empires, austro-hongrois, germanique, tsariste, ottoman, ou des « fédérations » communistes, soviétique et yougoslave. Parallèlement, les États-nations à l'Ouest du continent, en principe « vainqueurs » de la Grande Guerre comme de la guerre froide, ont le sentiment d'un déclin, d'un abaissement. Désordre des nations d'un côté, pouvoir supranational de l'autre, dans les deux cas l'État-nation est la cible de toutes les critiques.

L'Europe de Versailles, telle qu'elle pouvait se déduire des « quatorze points » du président américain Woodrow Wilson, devait combiner l'autodétermination des peuples avec la sécurité collective. On sait comment elle a échoué. Jacques Bainville avait annoncé en 1920 que « l'avenir de l'Europe centrale reste à la merci d'une nouvelle bataille de Sadowa, ou de l'équivalent politique et moral d'un autre Sadowa ». Régis Debray écrit de même (bien avant la dernière crise du Kosovo) qu'un « Zollverein » continental ne pourra pas faire l'économie d'un Sadowa (1). Le « tragi-

que de l'Histoire », l'Europe ne l'a-t-elle pas rencontré au Kosovo ?

Le 28 juin 1914, l'histoire du XX^e siècle s'ouvre par l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand par l'étudiant serbe Prinzp. En juin 1999, elle se termine par l'inculpation du dirigeant serbe Milosevic. Peut-on croire que l'Europe, que l'on avait dit morte à Sarajevo (aux dernières élections européennes de 1994), se refonde au Kosovo ? D'un bombardement de Belgrade à l'autre, de juillet 1914 à avril-mai 1999, ce qui a échoué alors peut-il réussir ?

En 1920, les Français et les Britanniques n'avaient pas su conserver dans la paix leur alliance de la guerre. La Bosnie puis le Kosovo les rapprochent aujourd'hui dans l'action militaire. La capacité de projection de forces est une expression de souveraineté s'il en est, qui est bien au premier chef puissance d'agir. Par ce biais, tous deux et d'autres pays européens associés cherchent à améliorer leur position internationale, à conforter leur prestige en Europe, quand bien même ces opérations sont menées dans le cadre de l'Otan. Les équilibres bruxellois s'en trouvent plus modifiés que par les élections du 13 juin et les jeux de groupes parlementaires, comme si l'enjeu était que la majorité soit à droite ou à gauche dans

le nouvel hémicycle strasbourgeois : dérisoire !

L'enjeu, réussi à Vienne en 1815, manqué à Versailles en 1919 et non encore trouvé depuis 1990, est de donner, à travers la guerre et la paix, une légitimité au nouvel ordre européen. Ce fut la motivation profonde de la première communauté européenne à travers la réconciliation franco-allemande. C'est toujours la motivation de ce qui suivra. Il n'y en aura pas d'autre.

Les notions de nation et de nationalité sont différentes à l'Ouest, au Centre et à l'Est de notre continent. La réforme du code de la nationalité en Allemagne est la pierre angulaire d'un mouvement d'autonomisation du politique par rapport au groupe, au Volk, dans les nouvelles nations. L'Europe passe par cette unification des concepts puis, à terme, des mentalités entre ses deux moitiés.

Dans l'État-nation, dont chacun s'accorde sur la crise, certains pensent que c'est plus

l'État qui est en cause, d'autres que c'est plus la nation. De l'Est, on accable les tribus, les ethnies voire les religions, bref des sous-nations. De l'Ouest, on constate le dépérissement de l'État dans la mondialisation. Il est clair que l'on perd les vraies notions de ce qu'est la nation et de ce qu'est l'État. Mais si la nation est un donné, l'État lui est construit. A l'Est, les nouvelles nations, après 1920 comme après 1990, connaissent une fragilité de leurs constructions étatiques, de leurs démocraties à l'enfance. A l'Ouest, ce ne sont pas les nations qui sont en question mais bien aussi, dans l'entre-deux-guerres comme ces dernières années, l'État et la démocratie. Les élections européennes du 13 juin viennent d'en donner une éclatante manifestation.

L'idée monarchique, loin d'absolutiser la souveraineté, à l'intérieur et à l'extérieur, avait été reconnue après 1920 comme pouvant fournir aux nouvelles et fragiles démocraties centre et est-européennes le « tuteur » dont elles avaient besoin, notamment en Yougoslavie, en Roumanie, en Bulgarie. Aujourd'hui, elle demeure à l'arrière-plan de la légitimité dans ces pays tandis qu'à l'Ouest, notamment en Grande-Bretagne, en Espagne et tout spécialement en Belgique, elle est l'ultime barrière à la division nationaliste, à la balkanisation de l'Europe tout entière.

Yves LA MARCK

(1) Régis Debray - « Le Code et le glaive - Après l'Europe, la nation ? » (éditions Albin Michel - prix franco : 73 F). En 1866, la bataille de Sadowa (aujourd'hui en République tchèque) a vu la victoire de la Prusse sur l'Autriche et la Bavière, prélude à l'unité allemande et à l'Empire.

A nos lecteurs

Comme tous les ans, *Royaliste* suspend sa parution pendant l'été. Le numéro spécial de 16 pages que vous avez entre les mains est le dernier avant les vacances. Nous vous invitons à en commander des exemplaires supplémentaires (5 ex. 40 F - 10 ex. 75 F) et à le diffuser auprès de vos amis.

Pour le service du Prince

Le principe de l'indépendance du chef de la Maison de France à l'égard des organisations royalistes ne nous a pas empêché de remplir, à la demande du Prince, un certain nombre de tâches. Pendant vingt ans, nous avons été les acteurs et les témoins, nécessairement discrets, d'un grand nombre d'événements. Bertrand Renouvin publie ici quelques souvenirs, que plusieurs de nos amis viendront un jour ou l'autre compléter.

Place Vendôme, voici quarante ans. Le Garde des Sceaux du général de Gaulle reçoit ma mère, alors magistrat à Évreux. Rien de hiérarchique, ni de protocolaire. Ce sont des camarades de Résistance qui se rencontrent, tous deux gaullistes depuis juin 1940, membres de *Combat*, arrêtés en Corrèze, comme mon père, en janvier 1943. Edmond Michelet s'enquiert de mes opinions politiques :

- *Royaliste, comme Jacques, répond ma mère.*

- *Nous sommes tous royalistes, au gouvernement ! Je vois le Prince très prochainement, une photographie ferait-elle plaisir à Bertrand ?*

Ma mère, qui n'est pas royaliste, me rapporte les propos du ministre sur un ton d'ironie distante, tout en me révélant que Michelet assure une liaison régulière entre le général de Gaulle et le comte de Paris. Quelques jours plus tard, elle me rapporta un portrait dédié par le comte de Paris, à la date du 13 mai 1959 - un an jour pour jour après la prise du Gouvernement général par les manifestants d'Alger. Mon témoignage ne constitue pas une preuve décisive. Il confirme simplement une vérité que quelques-uns s'obstinent à nier : celle de l'accord du Prince et du Général en vue d'une solution politique dont les modalités (la candidature du comte de Paris à l'élection présidentielle de 1965) furent précisées par la suite.

Certes, dans sa conversation avec ma mère, Edmond Michelet manifestait un enthousiasme exagéré - celui des vieux et toujours jeunes militants. Michel Debré et André Malraux n'acceptaient pas que le fondateur de la V^e République ouvre la voie au chef de la Maison de France, et le Premier ministre était

d'autant plus hostile au comte de Paris que le Prince soutenait le principe de l'autodétermination pour l'Algérie. Mais il est vrai que de nombreux gaullistes pensaient et agissaient selon la perspective clairement tracée par le Garde des Sceaux.

J'avais 16 ans en 1959. Je n'imaginai pas alors que je rencontrerais le Prince après avoir participé à la fondation d'un nouveau mouvement royaliste qui me désignerait comme candidat à une élection présidentielle. En ce matin gris de 1976, je n'étais pas le premier à me rendre à Chantilly : Gérard Leclerc avait été reçu avant moi et nous avions publié dans ces mêmes colonnes son reportage sur la Fondation Condé. Comme lui, j'étais très intimidé. Dans notre prime jeunesse, on nous avait appris à raisonner sur un pur concept, et c'est le principe personnifié qui allait me recevoir - ce Prince que Jacques Beaume,



♦ 1976 : Le Prince fait visiter la Fondation Condé à Gérard Leclerc.

Yves Lemaignan et Yvan Aumont avaient aperçu alors qu'ils assuraient le service d'ordre pour le mariage du comte de Clermont.

L'invitation que le comte de Paris m'avait adressée n'était pas fortuite. Quatre ans auparavant, lors de la fondation de notre mouvement, Pierre Boutang nous avait dit que le Prince jugeait notre initiative avec sympathie, et j'avais été reçu en 1975 en compagnie de Philippe Vimeux (1) par son conseiller politique Pierre Delongraye-Montier. Le rapport de ce dernier avait dû nous être favorable, et l'ouvrage de mon camarade reçut l'assentiment du Prince - de même que mon premier livre. La campagne présidentielle de 1974 ne nous avait pas valu les foudres que nous redoutions : qui ne dit mot consent.

De fait, le Prince m'accueillait chaleureusement. L'entretien fut suivi d'un déjeuner, à la fin duquel le comte de Paris me demanda de revenir avec quelques militants. Je lui en présentais une dizaine, auquel il consacra une après-midi entière. Manifestement heureux de découvrir des royalistes qui ne ressemblaient pas aux extrémistes qu'il avait naguère condamnés, il souhaita des rencontres régulières. C'est ainsi que le Prince reçut chaque vendredi à Chantilly des groupes de dix militants et militants que je me contentais de convoquer. Ils posaient librement leurs questions, auxquelles le Prince répondait sans se lasser après les avoir interrogé sur le sens de leur engagement et sur leurs conditions d'existence. A ces chevelus, parfois issus du gauchisme, à ces vieux de la vieille, qui avaient rompu avec l'Action française, le comte de Paris racontait le général de Gaulle, expliquait la V^e République, les principes de la politique étrangère de la France, l'importance de l'action syndicale.

Au fil des discussions sur l'Europe et sur l'emploi (déjà !) mes camarades découvraient une intelligence souple, un homme rieur, malicieux, un rien provocateur. Je savais quant à moi que le Prince préparait son retour sur la place publique, qui fut marqué par la publication de ses Mémoires. D'aucuns y virent un testament. Bien au contraire, le Prince nous pria d'organiser pour lui un « séminaire » destiné à actualiser son projet politique. J'eus donc à animer plusieurs équipes de travail qui menèrent discrètement des enquêtes en s'appuyant

n'avez aucun rapport avec ces gens de l'Action française » lorsque je fus candidat à la candidature à l'élection présidentielle de 1981, et lorsque notre mouvement prit la décision d'appeler à voter pour François Mitterrand.

Les dirigeants de la NAR étaient discrets, les militants directement affectés au service du Prince (« directeur de cabinet », chauffeur, secrétaire particulier, garde du corps en certaines occasions) surent se montrer efficaces. Le comte de Paris nous fit confiance au point de nous associer à la relecture de ses Mémoires,



♦ 1976 - Le Prince à son bureau de la Fondation Condé.

sur notre organisation militante (tout particulièrement sur le logement) et qui préparèrent des rapports sur l'enseignement et sur le revenu agricole. Tous royalistes, et pour la plupart adhérents de la NAR, les membres du séminaire étaient hauts fonctionnaires, professeurs, militants de « terrain ».

Travaillant ainsi pour le service du Prince, étions-nous nous en contradiction avec le double principe de l'indépendance de la Maison de France et de l'autonomie des royalistes ? Non, car nous maintenions une stricte distinction des domaines : nous apportions au Prince des réflexions et des travaux sans chercher à l'influencer, et nous nous contentions de l'informer des campagnes que nous envisagions de mener sans solliciter son accord. De plus, je présentais régulièrement au Prince des personnalités extérieures à notre mouvement (François Perroux) ou étrangères au royalisme (le gaulliste Olivier Germain-Thomas, Roger Pannequin, communiste en rupture de parti) et j'organisais des retrouvailles - avec Maurice Clavel notamment.

En quelques rares occasions, mais hautement significatives, le Prince voulut bien me dire son approbation : lorsque la NAF devint la Nouvelle Action royaliste (« *Enfin ! Il est évident que vous*

au choix de ses éditeurs (Plon, Grasset), au lancement de ses ouvrages. En 1978, il envisagea de se présenter à l'élection présidentielle et je fus chargé avec quelques camarades, de préparer un plan de campagne que nous conservons précieusement. Mais ceci est une autre histoire.

Lorsque François Mitterrand me reçut pour la première fois, en 1984, j'avais vu le matin même le comte de Paris, et tous deux évoquèrent en termes identiques leur première conversation au Manoir d'Anjou en 1937. Les deux hommes s'appréciaient. Tous deux cultivaient le même patriotisme, celui des Français qui avaient grandi entre deux guerres mondiales et qui avaient vécu les tragédies de l'Occupation. Leur relation au gaullisme aurait dû les séparer, mais ils étaient trop fins dialecticiens pour ne pas tenir compte des ruses de la raison politique et des chemins détournés de l'histoire. Le Prince, qui se faisait alors « plus chat que tigre », selon l'expression de Pierre Boutang, se plaisait à souligner que ce président antigauilliste avait rallié la gauche aux institutions monarchiques de la V^e République. Le président, chaque fois qu'il me recevait, me parlait longuement du comte de Paris, s'inquiétait des querelles familiales, alors vives, et souhaitait que les princes affirment leur présence dans la vie de la nation.

Tel fut le cas lors de la célébration du Millénaire de la France : le sens des cérémonies fut conçu, à Chantilly et à l'Élysée, dans un souci d'unité que je pus observer et qui est attesté par les lettres alors échangées par le Prince et le président. Alors conseiller de François Mitterrand, Cyril Schott fut l'interlocuteur attitré du Prince. Plusieurs délégués de la NAR, parmi d'autres royalistes, furent chargés d'organiser sur place les visites du comte de Paris : ainsi Philippe Cailleux à Rouen, Didier Le Roué à Rennes

Le millième anniversaire de l'élection de Hugues Capet ne nous faisait pas oublier l'échéance électorale de 1988. Le Prince, qui soutenait fermement l'action du président, souhaitait que celui-ci se représentât. Après la mort du comte de Paris, deux échos (Jean des Cars, Claude Sarraute) ont affirmé que l'appel princier en faveur de François Mitterrand permettait d'effacer une dette fiscale. C'est une assertion diffamatoire et imbécile. A supposer qu'il y ait eu une difficulté financière, l'ancienneté des relations entre le comte de Paris et François Mitterrand rendait inutile une telle tractation. J'atteste pour ma part qu'en 1987 l'ambiance n'était pas aux arrangements fiscaux. A l'issue d'un déjeuner à l'Élysée, donné en l'honneur du Prince et de la directrice de la Fondation Condé, je revois le Prince et le président assis sur un canapé du salon qui jouxte la salle à manger privée. François Mitterrand me fit signe d'approcher, et m'invita à m'asseoir face à eux. Le chef de l'État évoqua une nouvelle candidature, sur laquelle il hésitait (ou feignait d'hésiter) encore. Le Prince fut très net. Toujours souriant, mais offensif, le chat se fit presque tigre :

- *Monsieur le président, il faut vous présenter à nouveau. Vous seul pouvez assurer aujourd'hui la continuité de l'État et maintenir le cap en politique étrangère.*

Le président me jeta un coup d'oeil. J'opinais sans mot dire. Je n'avais rien de plus à ajouter, j'étais là comme témoin d'un accord qui portait sur l'essentiel.

Bien entendu, le comte de Paris se félicita de la participation des militants de la NAR aux comités « Avec Mitterrand » et de mon entrée au Comité national de soutien au candidat, à la demande de celui-ci.

En ces jours de deuil, les souvenirs se pressent. Je les ai notés tels qu'ils me sont venus, afin qu'ils enrichissent notre mémoire collective. D'autres seront publiés, un jour pas trop lointain, avec les documents qui attestent, si besoin est, que le « grand Prince », comme disait le général de Gaulle, fut jusqu'à la fin de sa vie un politique avisé.

Bertrand RENOUVIN

(1) Auteur de : « *Le Comte de Paris ou la passion du présent* » - Editions Royaliste, 1975 (prix franco : 50 F).

Professeur d'histoire moderne à la Sorbonne, spécialiste des guerres de religion, Denis Crouzet est l'auteur, entre autres livres, d'une magistrale « biographie introspective » du chancelier Michel de L'Hospital. Il a bien voulu retracer pour nous l'itinéraire spirituel et politique de cet homme d'État qui fit prévaloir, selon sa théologie et en droit, le principe de la liberté de culte. Comment une conception rigoriste de la religion catholique a-t-elle pu conduire au premier Édit de tolérance et inspirer le « parti des politiques » ? Denis Crouzet éclaire ce paradoxe.

■ Royaliste : Pourquoi avez-vous décidé de consacrer un livre à Michel de L'Hospital ?

Denis Crouzet : Depuis le XIX^e siècle, il n'y a pas eu d'étude sur ce personnage, qui a été le chancelier de François II et de Charles IX. Et la célébration en 1998 du quadri-centenaire de l'Édit de Nantes s'est faite dans l'oubli de l'édit de « tolérance » du 17 janvier 1562 qui autorise la liberté de culte dans le royaume pour les calvinistes et qui leur donne la possibilité de faire leur Cène en public. Une dualité religieuse est donc instituée dans le royaume puisqu'on passe d'un État qui est fondé sur l'unité religieuse - celle du catholicisme - à un autre État qui accepte la liberté de conscience et de culte.

■ Royaliste : Pourriez-vous évoquer les grands moments de la vie du Chancelier ?

Denis Crouzet : Il est né à une date qu'il ne connaît pas lui-même - entre 1505 et 1507. Son père est un médecin, au service du connétable Charles de Bourbon qu'il accompagne dans sa « trahison ». Regardé comme fils d'un traître, Michel passe une année en prison : il est libéré en décembre 1525 ou janvier 1526. Son père est alors installé en Italie avec une charge de contrôleur des finances de l'administration impériale ; Michel de L'Hospital le rejoint

et passe six ans à l'université de Padoue puis à celle de Bologne. Ce n'est qu'en 1533 que son père et lui bénéficient d'une amnistie royale. Revenu à Paris en 1534, il commence son ascension sociale. Pourvu d'un office de Conseiller au Parlement de Paris en 1536, il est tenu à l'écart des charges importantes par François I^{er}, qui n'a pas oublié la trahison du père. A la mort du roi, Michel devient ambassadeur d'Henri II au Concile de Trente déplacé à Bologne, et c'est à ce moment là qu'il effectue sa conversion personnelle. A Bologne, Michel renforce ses liens avec le duc de Guise et son frère le cardinal de Lorraine dont il devient le protégé. Ce dernier n'est pas à ce moment là un défenseur acharné du catholicisme exclusiviste, mais un catholique érasmien, partisan d'une réforme intérieure de l'Église.

Devenu premier président à la Chambre des Comptes en 1555, Michel de L'Hospital est appelé à la Chancellerie le 1^{er} avril 1560. Lorsque la première guerre de religion éclate, il se retire de la scène politique. Il revient au pouvoir en 1563, organise le grand voyage de Charles IX (1564-1566) à travers le royaume de France et cherche à renforcer la paix religieuse. Cette politique échoue puisque la deuxième guerre de religion éclate en septembre 1567 : affaibli au sein du Conseil, Michel parvient à faire accepter la paix de Longjumeau

mais la troisième guerre éclate le 29 juillet 1568 et il y a rupture entre Catherine de Médicis et le Chancelier qui se retire définitivement. Il meurt le 13 mars 1573.

■ Royaliste : Quelles ont été vos sources ?

Denis Crouzet : Tout à fait par hasard, j'ai découvert qu'il y avait les sources connues et des sources inconnues. Les premières sont constituées par les harangues prononcées par Michel de L'Hospital devant les États Généraux, devant les Parlements, par un certain nombre d'édits et par deux grandes ordonnances. Et puis il y a un autre corpus : des épîtres latines, extrêmement nombreuses, qui ont été réunies en 1585 par un groupe d'hommes qui sont à l'origine du « parti des politiques ». Ces épîtres, destinées à des amis et à des protecteurs de Michel de L'Hospital, ne sont pas seulement des oeuvres de glorification des destinataires : elles constituent une sorte de journal, discontinu, de la vie du chancelier, de ses idées, de sa sensibilité, de sa religion, de son engagement politique. Grâce à ce corpus, il était possible de faire une biographie de Michel de L'Hospital - non pas chronologique, mais subjective : nous pouvons découvrir ce que pensait l'homme qui, le premier, a pris l'initiative de cette rupture mentale totale que fut l'acceptation de la dualité religieuse.

■ Royaliste : Les catholiques français y étaient-ils prêts ?

Denis Crouzet : Pas du tout ! Ils ont pensé que c'était le commencement de la fin. A leurs yeux, l'Édit de 1562 était un ordre non conforme à la volonté de Dieu, imposé aux catholiques, et cet ordre ne pouvait être donné que par des disciples de Satan. L'Édit était donc un signe, annonciateur de la disparition du royaume et de la fin des temps.

Cela dit, les catholiques ne sont pas pris par surprise. Il y a toute une série de paliers dans l'oeuvre législative du Chancelier qui conduisent peu à peu à l'édit de « tolérance ». Le 19 avril 1561, une déclaration accorde à tous les sujets le droit de prier librement en leur logis. Le 22 avril de la même année, on cesse les persécutions ; ordre est donné au Parlement de relâcher les personnes incarcérées pour cause de religion. L'Édit de juillet interdit les réunions calvinistes publiques mais prohibe tout acte qui mettrait en danger la vie des calvinistes. C'est ensuite le Colloque de Poissy, où la royauté tente sans succès de trouver un accord entre les deux religions. L'édit de 1562 est l'aboutissement de cette démarche très originale.

Il faut en effet se souvenir qu'il y a deux solutions possibles à la division des religions. Dans l'empire, après la Paix d'Augsbourg, la religion est territorialisée : chaque prince

est en mesure de choisir la religion que le peuple va suivre. En France au contraire, deux religions coexistent sur le même territoire, ce qui pose le problème de la pérennité de l'État. Pour les catholiques, un État qui tolère Satan est condamné par Dieu. Quant aux calvinistes, ils veulent imposer le règne de l'Évangile, donc la disparition de l'idolâtrie, et assurer le pouvoir d'un magistrat qui imposera la loi de Dieu. La concorde est une rupture mentale pour les catholiques comme pour les protestants.

■ Royaliste : Par quels cheminements intellectuels Michel de L'Hospital en est-il venu à affirmer le principe de « tolérance » ?

Denis Crouzet : Il faut partir du sentiment religieux de Michel de L'Hospital, qui est très particulier. Le Chancelier est augustinien : l'homme est marqué de manière indélébile par le péché ; de l'homme, opprimé par ses passions, ne peut sortir que le mal et le malheur. L'intelligence humaine n'est qu'une arme émoussée, qui ne peut vaincre le mal : l'homme ne peut se sauver par ses propres mérites. Dieu est toute-puissance, un Dieu de justice qui châtie les présomptueux. Mais Dieu est aussi un Dieu d'amour, qui envoie à l'homme des signes (la maladie) pour l'inciter à se tourner vers Lui. L'homme doit donc mettre toute sa foi

dans l'amour de Dieu. Michel de L'Hospital est donc proche de Calvin, mais la question de la prédestination les sépare : Michel de L'Hospital affirme l'universalité de la grâce. Nous voyons là l'influence d'Érasme, qui l'incite à professer une religion simple, très intériorisée.

■ Royaliste : L'analyse des guerres de religion s'en trouve transformée...

Denis Crouzet : En effet. Trois forces s'opposent, et non pas deux : entre les catholiques exclusivistes et les calvinistes, il y a les évangéliques comme Michel de L'Hospital et comme Montaigne qui vont engendrer le parti des politiques - lequel triomphe comme vous le savez avec Henri IV.

■ Royaliste : Quel est le lien entre la pensée des Évangéliques et l'action des Politiques ?

Denis Crouzet : Ceux qui croient en la toute-puissance de Dieu et en la faiblesse de l'homme sont amenés à dire que les hommes ne peuvent régler par eux-mêmes des différends religieux, car la religion s'appuie sur des dogmes dont Dieu seul connaît la signification. Il faut donc laisser l'histoire à Dieu : toute l'action du Chancelier consiste à susciter un ordre de concorde entre les factions, qui permettra à celles-ci de s'amender, et de rechercher l'amour de Dieu qui pourra

alors ramener l'unité. Les guerres de religion sont un châtiment envoyé par Dieu, qui peut seul y mettre fin en raison de sa toute-puissance. L'Histoire est Mystère.

■ Royaliste : Quel regard Michel de L'Hospital porte-t-il sur le monde ?

Denis Crouzet : Une vision austère, réactionnaire. Le Chancelier voit la société comme un monde inversé, qui ignore Dieu et vit dans le péché. Le monde est injuste : la justice est corrompue, les gens de

justice encouragent les hommes à s'affronter devant les tribunaux car ils y trouvent profit. Le monde est égoïste : la Cour est dominée par l'ambition, qui est servie par la ruse et la calomnie. Le monde est apparence : les femmes adorent leur corps, lieu du péché, et toute la société, renonçant au bonheur équilibré de l'époque de Louis XII, se livre au plaisir des fêtes. Le monde est impiété : les prêtres ignorent leurs brebis, ils accumulent l'or, vivent dans la luxure et font la guerre. Le pape lui-même est responsable de ces scandales : il est adoré comme une idole et la papauté est recherchée pour les richesses qu'elle procure. L'inversion du monde culmine dans la guerre civile : les hommes croient pouvoir régler leurs différends par leurs propres forces, mais ils ne font que répandre le malheur et ruiner la patrie.

■ Royaliste : Quelle est la pensée politique du Chancelier ?

Denis Crouzet : Dans la patrie, chaque citoyen est un concitoyen, et tous les citoyens devraient servir la gloire de la patrie. La politique est toute entière contenue dans la religion, mais les hommes



ne doivent pas se diviser à cause de la religion. Dès 1550, Michel de L'Hospital fait l'éloge de l'amitié à la manière de Cicéron. Les hommes doivent tous se retrouver dans la patrie, autour des hommes de vertu qui doivent se dévouer au bien public. L'homme voué au service de l'État est un homme qui s'impersonnalise : il n'a plus de passions, il doit même faire abstraction de sa religion pour ne plus chercher que l'unité de l'État - quitte à tolérer l'existence de deux religions dans le royaume. Car la paix est justice, elle est conforme à la volonté de Dieu. Le roi est chargé de la faire prévaloir, selon les préceptes de l'Évangile : il doit lutter contre les violents, il doit faire régner la justice, et rendre compte de ses actes devant Dieu. Il est un roi absolu, au sens où nul ne doit s'opposer à son action modératrice, à cette mesure qu'il doit faire prévaloir entre les hommes. La liberté de culte donnée aux calvinistes procède de ces conceptions, théologiques et politiques.

Propos recueillis par B. La Richardais

Denis Crouzet - « La Sagesse et le malheur, Michel de L'Hospital, chancelier de France » - Ed. Champ Vallon - prix franco : 210 F.

PESC

Jacobinisme, passé et présent

Bien qu'affaibli, le jacobinisme français poursuit son chemin. Un ouvrage récent de Michel Vovelle en retrace l'histoire politique et intellectuelle aussi bien en France que dans le reste de l'Europe.

Michel Vovelle vient de livrer un ouvrage sobriement intitulé « *Les Jacobins* », sous-titré « *De Robespierre à Chevènement* ». La partie contemporaine est cependant très réduite, l'approche étant surtout historique et idéologique, mais il n'est pas inutile de faire le point sur un courant politique de nouveau souvent cité et fort décrié, car largement caricaturé ; en substance, Vovelle (qui reconnaît qu'« *il y a quelque bravade à se dire jacobin aujourd'hui* ») explique que l'image actuelle du jacobinisme, celle d'un système administratif centralisé et sans âme n'est pas pertinente, du fait de la diversité du concept. Diversité d'abord du « *jacobinisme historique, encadré dans le contexte précis de la décennie révolutionnaire* » comprenant cinq phases : 1788-juin 1791, septembre 91-août 92, septembre 92-2 juin 93, automne 93-été 94 (« les jacobins de l'an II »), le Directoire. Diversité ensuite du « *jacobinisme transhistorique, c'est-à-dire l'idée-force dotée d'une postérité, d'une vie, d'une efficacité autonomes* », refaisant surface en 1830, connaissant des moments forts dans l'histoire de la gauche française, étant aperçu dans la Révolution russe (« *jacobinisme et bolchevisme : ces mots résument l'appétit de*

justice d'une classe opprimée qui se délivre de ses chaînes » dira Mathiez, alors que Vovelle parle de « mauvaise fréquentation »). Diversité géographique également, le livre comportant un chapitre sur les jacobins européens, couvrant la période révolutionnaire et ses origines, dévoilant un tableau assez peu uniforme.

Il apparaît implicitement pour Vovelle que, contrairement à un point de vue aujourd'hui répandu, la droite ne peut être jacobine. Le jacobinisme inclut en effet un minimum de contenu dont une dimension de volontarisme historique (d'« accoucheur de l'Histoire ») et de justice sociale qui semble peu compatible avec l'attitude traditionnelle de la droite, et même les gaullistes ne sont pas cités pour nuancer le propos.

Là encore, la discussion idéologique est ouverte puisque le jacobinisme peut aussi bien être conçu comme « la Révolution jusqu'au bout » (Marx et Lénine) que comme le souhait passablement bourgeois du « bloc néojacobin radical » de la fin du XIX^e siècle de pacifier les conflits de classes dans la nation.

Le livre propose aussi un intéressant parcours historiographique. Outre la période révolutionnaire *stricto sensu*, c'est avec Michelet que débute le courant violemment antija-

cobin, y compris à gauche. Quinet, Cochin consacrent beaucoup de temps à critiquer le jacobinisme, les attaques reprenant à notre époque avec l'ouvrage de Jacob Talmon en 1951, « *The Origins of Totalitarian Democracy* », relayées en France par Furet et Richet en 1965, « *date charnière par la critique frontale du modèle jacobin, agression dont il ne semble pas que les historiens communistes aient pris immédiatement conscience de la gravité* ». La référence aux communistes tient au fait que le PCF fut longtemps le parti politique français ayant le moins de scrupule à se réclamer du jacobinisme. Les temps changent, et Vovelle estime par exemple que Robert Hue n'est assurément pas jacobin.

La critique du jacobinisme par Furet est l'une des sources de l'offensive néolibérale qui donnera sa pleine puissance vingt ans plus tard.

L'ouvrage de Vovelle comprend enfin nombre de citations de jacobins ou de leurs adversaires qui réjouiront le lecteur friand de belles et grandes formules. Terminons par celle-ci, de Chateaubriand, adversaire de cette mouvance : « *Si l'on considère que ce sont ces jacobins qui ont donné à la France des armées, une marine, la vigueur, il faut nécessairement convenir que les monstres échappés de l'enfer avaient tous les talents* ».

Jean-Michel DEJENNE

Michel Vovelle - « *Les Jacobins : de Robespierre à Chevènement* » - La Découverte - prix franco : 96 F.

La politique selon Maritain

L'étude du dernier ouvrage d'Yves Floucat, l'un des meilleurs connaisseurs de l'œuvre de Jacques Maritain confirme le sentiment qu'en cette période de réexamen des fondements d'une pensée du politique, il est précieux de recourir à des maîtres confirmés, même s'ils ne sont pas dans l'air du temps. Blandine Kriegel ne s'y trompe pas lorsqu'elle désigne Maritain au même titre qu'un Léo Strauss et une Hannah Arendt parmi les philosophes capables de faire sortir cette pensée des équivoques et des impasses de ce « sujet » qui provoque toutes ses sévérités, parce que prétendument émancipé il se dresse en fait « *contre l'idée que la nature humaine comporte de la loi* ». Voulant faire la loi lui-même, parce qu'il se refuse à la recevoir d'ailleurs, il se voue à la barbarie et bientôt au totalitarisme de la volonté. (1)

Dans un essai récent (2), Jean-François Mattéi rejoint la thématicienne de la *Philosophie de la République*, en assénant cette vérité première qui fera bondir ou rugir : « *S'il y a bien une barbarie brutale des régimes fascistes et communistes, c'est parce que la barbarie douce du sujet démocratique, longuement étudiée par Tocqueville, leur a laissé le champ libre en aliénant le sujet intérieur du monde et de Dieu. Le lien de civilité et le lien de mondanité étant détruits, nous nous retrouvons seuls dans cette impasse historique où l'homme, comme l'écrit Hannah Arendt « où qu'il aille ne rencontre que lui-même ».*

Jacques Maritain, d'évidence, répond directement et complètement à ce défi, lui qui n'a jamais consenti à séparer les droits de l'homme de la loi naturelle et la vie de la cité d'une régulation morale supérieure. Combien il aurait acquiescé à la remarque de Pierre Manent stigmatisant la volonté d'autonomie absolue du sujet moderne « *comme l'illusion la plus emphatique qui ait jamais asservi l'espèce pensante* ». Il y a chez lui une philosophie de la personne antérieure à toute théorisation du politique, qui le garde d'investir la démocratie d'un scepticisme éthique qui serait sa règle de fonctionnement ou de déléguer à une volonté générale contractuelle la faculté démiurgique de fabriquer un droit qui s'imposerait contre les lois de la conscience. En ce sens, il me paraît vraisemblable que l'auteur d'*Humanisme intégral* aurait récusé comme dangereuse, ou en tout cas équivoque la notion chère à certains d'un vide philosophique nécessaire à la démocratie dans la mesure ou celle-ci n'est fondée que sur le débat et qu'elle n'admettrait qu'une oscillation perpétuelle des valeurs. Maritain posait comme a priori d'une vie démocratique « *un commun credo humain, le credo de la liberté* ».

par Gérard Leclerc



Sans doute, les convictions chrétiennes du penseur lui interdisaient-elles le relativisme des valeurs et s'il admettait bien le pluralisme nécessaire des opinions et des convictions en régime moderne, ce n'était jamais sans imaginer un terrain commun où il pourrait se retrouver avec d'autres très différents de lui, mais énonçant avec leurs sensibilités particulières ce même credo. Il parlait même très explicitement de foi, en prenant soin de préciser de quoi il s'agissait : « *La foi en question n'est ni une foi religieuse authentique, ni une contrefaçon de la foi religieuse et une caricature de valeurs spirituelles comme « la religion civile » de Rousseau, un minimum de croyance originellement religieux laïcisé, vidé de sa substance, et imposé au nom de tous, au nom du peuple et de l'Etat. Elle est un ensemble de convictions de l'esprit et du cœur, « une foi » temporelle ou séculière, portant sur les données essentielles du « vivre ensemble » dans la cité terrestre. Son motif est humain et humain son objet* ».

En posant ainsi le problème des fondements en quelque sorte métapolitiques de la démocratie, je n'ai fait que suivre pas à pas la démarche d'Yves Floucat dont les références nourries montrent à quel point il est averti des discussions les plus actuelles et comment il y inscrit l'originalité et la pertinence du penseur catholique qui tenta au plus loin l'entreprise de conciliation de la réalité démocratique avec les principes d'un christianisme conséquent. Yves Floucat sait d'ailleurs être critique par rapport à cet inspirateur si essentiel pour lui, en discutant notamment le refus maritainien de la souveraineté. Nous retrouvons ainsi le débat poursuivi avec Jacques Julliard. Il est possible d'ailleurs que ce dernier ait été influencé peu ou prou par Maritain sur ce point précis. Car si cette souveraineté a bien ce caractère idolâtrique que le philosophe dénonce, on saisit les racines d'une méfiance qui se transforme en phobie. Il est bien entendu que la souveraineté - celle du Prince ou celle du peuple - ne saurait être déliée d'une loi supérieure, aussi bien dans son principe que dans son exercice. La souveraineté est bien relative, mais elle est aussi impérative et elle requiert une certaine extériorité du pouvoir politique, par rapport au libre consentement populaire, ne serait-ce que pour rendre son exercice possible. Il y a une « *fonction symbolique, médiatrice et arbitrale du pouvoir politique* » nécessaire au service du bien commun. Yves Floucat note aussi que cette souveraineté relative s'exerce par rapport au spirituel lui-même, non que l'excellence propre à celui-ci soit contestable, mais « *par rapport à toute possible velléité par le spirituel d'une juridiction directe ou indirecte sur le temporel* ». Je pose simplement la question de savoir si ce spirituel ne déborde pas le domaine religieux lui-même aujourd'hui, dès lors que diverses formes de régulation humanitaire contestent une légitime autonomie du service du pouvoir politique. Certes, ce dernier n'a pas tous les droits. Il ne saurait s'émanciper de ce que Maritain appelait la loi naturelle ou les droits de l'homme. Mais il a un rôle indispensable et c'est d'ailleurs en fonction d'une restauration du politique que plaide Yves Floucat sans crainte d'affirmer sa préférence royale, pour lui donner un visage humain.

Yves Floucat - « *Pour une restauration du politique - Maritain l'intransigeant, de la Contre-Révolution à la démocratie* » - Téqui - prix franco : 110 F.

(1) Blandine Kriegel - « *Philosophie de la République* » - Plon - prix franco : 149 F.

(2) Jean-François Mattéi - « *La Barbarie intérieure : essai sur l'immonde moderne* » - P.U.F. - prix franco : 143 F.

Une idée de la nation

Les libéraux-libertaires ont trop vite enterré la nation - son idée et sa réalité historique. Dans la gauche patriote, comme dans la droite qui ne l'est pas moins, la France se réaffirme aujourd'hui comme le plus grand projet politique que puisse se donner ses citoyens.

Sur une affiche socialiste en 1986, un grand méchant loup et ce slogan : « *Au secours, la droite revient !* ». La droite gestionnaire est effectivement revenue, et repartie, mais ce n'est pas celle qui m'importe lorsque j'ose écrire ici : « Bonne nouvelle, la droite est de retour ». C'est une droite à tous égards traditionnelle - surtout composée de gens de lettres et de robe - une droite bourgeoise et libérale qui ose à nouveau s'affirmer patriote.

Tant mieux. Les violences verbales et l'inculture national-populiste nous avaient presque fait oublier qu'il y avait, dans notre tradition démocratique et *res publicaine*, des héritiers de notre libéralisme politique capables de nourrir le débat dans la nation. Jean-Marc Varaut est de ceux-ci. Avocat célèbre, membre de l'Institut, ce juriste est aussi docteur en philosophie. Elève de Pierre Boutang, lecteur de Gérard Leclerc, il réfléchit selon des définitions claires - qu'il s'agisse de la nation-naissance ou de l'universel - ce qui est remarquable en une époque où l'on se chamaïlle dans un phénotypisme méli-mélo conceptuel. Mais c'est à partir de la victoire de l'équipe de France en coupe du monde de ballon rond que cet intellectuel commence son livre (1). En cette soirée mémorable, les Français se sont retrouvés dans la rue en brandissant des drapeaux tri-

colores. Les commentateurs en vogue ont analysé l'événement selon une grille ethniciste et girondine alors que Pierre, Paul, Jacques, Zineddine et les autres, chantant La Marseillaise en maillot bleu-capétien, jouaient tout simplement comme... membres de l'équipe de France ! De cette manifestation populaire, immense et spontanée, procède une solide réflexion sur l'histoire de France et sur la crise que traverse notre nation.

Les libéraux-libertaires auraient avantage à s'y intéresser de près, ce qui leur permettrait de s'apercevoir qu'on peut faire valoir une idée de la nation et aimer la patrie charnelle sans tomber automatiquement dans le nationalisme, l'étatisme et le racisme. Les lecteurs de *Royaliste* apprendront beaucoup, et auront plaisir à relire l'histoire de France en compagnie de ses poètes. Parmi eux, beaucoup seront agacés par les pages sur l'immigration, alourdies par les préjugés des beaux quartiers, par la référence à Philippe de Villiers, petit féodal opportuniste, et par un bainvillisme qui, à l'encontre de l'esprit bainvillien, reproduit les schémas anti-germaniques d'un autre âge. Entre l'esprit réactif et les réflexes réactionnaires, la voie est toujours étroite.

Jacques BLANGY

(1) Jean-Marc Varaut - « *Pour la Nation* » - Plon, 1999 - prix franco 115 F.

Le petit inquisiteur

Si d'aventure vous rencontrez Edwy Plenel, tout puissant chef d'orchestre (rouge ?) du *Monde*, tendez-lui un mouchoir pour qu'il essuie ses larmes, mais ne lui tournez pas le dos.

Ce livre (1) se présente comme une réplique aux articles que Régis Debray a publié sur la guerre en Yougoslavie. L'interpellé a répondu sur le fond à ses accusateurs (2), et il est inutile d'ajouter quoi que ce soit. D'ailleurs, Edwy Plenel n'a pas écrit, comme il le prétend, un livre « *autour de la guerre du Kosovo* » qui n'était pas terminée quand il noircissait ses feuillets. Comme d'ordinaire à Paris, un conflit extérieur est utilisé pour régler des comptes avec soi-même, avec la chapelle voisine ou avec un rival sur notre petite scène médiatico-politique. La gauche « morale » se sert de la guerre civile en Yougoslavie sans aimer les peuples et le pays, sans même chercher à les connaître. D'ailleurs, Edwy Plenel l'avoue presque sans détours : le nationalisme serbe lui permet de discréditer le courant « national-républicain », et les massacres d'Albanais viennent alourdir le dossier de Régis Debray - qui n'en peut mais. La banalité du procédé n'atténue pas son caractère répugnant, ni l'obscénité de la posture prise par le grand homme du *Monde*.

Tandis que le sang coule au Kosovo, notre très puissant journaliste étale ses vagues à l'âme. Il souffre, le pauvre petit gars : divisions dans la grande famille de l'extrême gauche, déceptions des années soixante-dix, tout y passe. Mais on connaît déjà, et on s'ennuie. On comprend très vite que le petit Edwy regarde

Régis comme un modèle inatteignable. Entre eux, il y a toute la distance qui sépare le Quartier latin de La Havane, une bagarre à l'Odéon et la guerre de guérilla, une dispute avec Cohn-Bendit et une conversation avec Allende. Entre eux, il y a aussi tout ce qui distingue l'écrivain et le plumeur, le philosophe politique et le bricoleur de formules-modes, brouillé avec toute forme de réflexion rigoureuse. Régis Debray est un penseur et un combattant. Edwy Plenel un agitateur et un spadassin. Que reste-t-il à ce dernier ? La pureté. La terrible pureté de l'inquisiteur. Mais cette petite personnalité bien parisienne qui se réclame de Trotsky et de Péguy voudrait nous faire oublier qu'il dirige avec son compère Colombani le journal de la classe dirigeante et participe à la production de l'idéologie dominante - moins par cynisme que sous l'effet de cette haine de l'État et de la nation qu'il partage avec ce qu'il appelait autrefois la « bourgeoisie ». Qu'il sache que, pour ces messieurs de la Haute, un Plenel ne vaut rien. Prenons garde cependant : comme quelques autres à Paris, l'homme du *Monde* est de ceux qui font fusiller amis et copains en pleurant à chaudes larmes sur la cruauté de leur propre destin.

Sylvie FERNOY

(1) Edwy Plenel - « *L'Épreuve* » - Plon - prix franco : 82 F.

(2) Cf. entre autres l'article qu'il a publié dans *Le Monde diplomatique* de juin 1999.

Histoire d'un héros et d'un martyr

Au cours du deuxième conflit mondial combien de destins ont culminé dans l'héroïsme ou sombré dans le déshonneur ? En existe-t-il un de plus tragique que celui du Yougoslave Mihailovic.

Cette affaire est peu connue en France, pourtant Churchill qui en fut un sinistre protagoniste a pu avouer, alors que tout était accompli, « *j'ai commis là l'une des plus grandes erreurs de la guerre* ». On saura tout de cette poignante et terrible histoire grâce à Jean-Christophe Buisson qui raconte avec ferveur l'aventure de cet homme victime de la raison d'État (1). « *Fusillé par naïveté, fusillé pour sa foi, corps troué de balles pour que triomphe l'ordre marxiste, le paradis sur terre* » ainsi que l'écrivait Michel Déon il y a cinquante ans.

Né en 1893, dans un milieu modeste, tôt orphelin, Draza Mihailovic commence à dix-sept ans une splendide carrière militaire, il participe aux guerres balkaniques en 1912-13 et combat aux côtés des troupes françaises à Salonique. Lors de la création de la Yougoslavie en 1921 il adhère pleinement à la monarchie héréditaire « *seule garantie fédératrice possible et acceptable aux yeux des différents peuples qui composent le nouvel État* ». Officier le plus décoré de l'armée yougoslave, il réclame une réorganisation de celle-ci selon des idées très proches de celles exposées par de Gaulle. Il ne sera pas écouté.

1939, la guerre approche, puis elle éclate. En Yougoslavie le pouvoir essaie de temporiser avec Hitler, le 25 mars 1941 il devient même son

allié ; quarante-huit heures plus tard, le régent (2) est renversé, Pierre II, âgé de dix-sept ans, « *décide de prendre en main le pouvoir royal* », l'alliance contre nature est dénoncée. La Yougoslavie militairement mal préparée est envahie par les Allemands ; le roi et son gouvernement prennent le chemin de l'exil ; tout s'écroule, ou presque. C'est alors qu'une faible lueur luit dans la nuit de la défaite. Le 9 mai 1941 à Ravna Gora le colonel royaliste Mihailovic accompagné d'une trentaine d'hommes crée le premier centre de guérilla de résistance en Europe occupée par les troupes nazies.

L'épopée commence, le monde entier connaîtra vite l'existence et les exploits de ce maquis dirigé par un homme pour la capture duquel les Allemands offrent 100 000 reichsmark-or. En décembre 1942, Mihailovic est élu l'homme de l'année par *Time* alors que de Gaulle le cite à l'ordre de l'Armée au nom de toutes les forces combattantes de la France-Libre.

La gloire ? C'était sans compter avec la politique et un trio sinistre. Churchill - pour l'occasion -, Staline et Tito. Tito ce maréchal couvert de dorures, de décorations et de femmes. Qui est-il ? Il y a sa biographie officielle, mais peu à peu le maréchal est dépouillé de sa légende, l'histoire réelle de cet homme intelligent et prodigieusement cynique se fait jour, elle est peu reluisante. Devenu secrétaire gé-

ral du Parti communiste yougoslave, classiquement, à force de purges, cet excellent membre du Komintern est avant tout un zélé stalinien ; à ce titre il applaudit à l'invasion de la Finlande par l'URSS. Alors que celle de son propre pays par les Allemands se précise il demande à ses troupes de ne pas intervenir, ses directives « *oscillent entre le cynisme et l'encouragement pur et simple à accueillir à bras ouverts les troupes nazies en cas de conflit* ». C'est ainsi que les partisans communistes restent l'arme au pied lors de l'occupation du pays.

Le 28 juin 1941 les troupes allemandes envahissent l'URSS, Tito entre alors en résistance. C'est un des tournants du conflit, c'est le début du grand marchandage pour l'après-guerre. On discute des zones d'influence ; ce sera 50-50 pour la Yougoslavie, mais cela implique la montée en puissance des forces de Tito et le lâchage des royalistes. En août 1942 signature des accords secrets Churchill-Staline qui prévoient l'abandon de Mihailovic par les alliés. C'est alors l'abominable qui se précise, on en suit le développement avec un profond écoeurlement. Le héros proclamé d'hier devient

d'abord un résistant timoré, puis est accusé d'être un franc collaborateur des nazis. Voilà Mihailovic sali, outragé, traîné dans la boue. Un seul osera lui rester fidèle et le proclamer haut et fort : de Gaulle.

Fin de la guerre, marché de dupe pour Churchill, la Yougoslavie communiste à cent pour cent. Mihailovic capturé par trahison, torturé, drogué, jugé comme seuls savaient le faire les staliniens. A cette occasion, lors de la condamnation à mort du sublime résistant, la presse communiste française se vautre dans l'ignominie. On note cependant un sursaut de dignité de l'opinion occidentale en faveur du Général, surtout de la part des centaines d'aviateurs alliés abattus au-dessus de la Yougoslavie et sauvés par les troupes de Mihailovic. Tout cela en vain.

Ce royaliste avait voulu construire la Yougoslavie avec le cœur ; Tito l'a fait par le fer, le feu, les pelotons d'exécution. Qui en définitive a gagné ? A l'un de ses compagnons qui lui demandait si leur lutte valait vraiment tant de sacrifice Draza répondit : « *nos souffrances sont immenses mais c'est par le Golgotha que l'on atteint la résurrection* ».

La résurrection ? Le 9 mai 1998, ils étaient plus de 100 000 royalistes yougoslaves à se rassembler à Ravna Gora devant la statue de Draza Mihailovic afin d'honorer sa mémoire. Signe d'avenir pour cette infortunée nation ?

Michel FONTAURELLE

(1) Jean-Christophe Buisson - « *Héros trahi par les alliés, le général Mihailovic* » - Éd. Perrin - prix franco : 139 F.

(2) Le roi Alexandre I^{er} de Yougoslavie avait été assassiné en 1934 à Marseille par les oustachis croates. Son fils Pierre n'avait alors que onze ans et la régence avait été confiée au Prince Paul (cousin germain du feu roi).

Philippe de Montjouvent

Le comte de Paris et sa descendance
État présent de la Maison de France

Format 16x24 - 480 pages - Prix franco 480 F

Bilan d'une année militante

Une volonté certaine...

La volonté qui anime les militants de la Nouvelle Action Royaliste leur fait surmonter toutes les difficultés qu'ils affrontent. Pourquoi ? Parce que cette volonté est née d'une protestation et soutenue par une conviction : on ne fait rien pour le peuple français alors qu'il est en danger.

Peut-on se taire et ne rien faire quand se reconstitue un prolétariat digne du dix-neuvième siècle, qu'on lui impose la relégation sociale, véritable système de développement séparé - un *apartheid* - où d'épuisantes démarches aussi nombreuses qu'inefficaces constituent une humiliation permanente ?

Peut-on se taire et ne rien faire quand le travail précaire détruit toutes les protections conquises par un siècle de luttes sociales et que se généralise la souffrance physique et morale ?

Peut-on se taire et ne rien faire quand la démocratie se résume de plus en plus à des choix d'experts et de sondes qui nous dépossèdent de notre liberté de choisir la société dans laquelle nous voulons vivre ?

Peut-on se taire et ne rien faire quand la

souveraineté de la nation est remise en cause, que notre liberté de citoyen et notre indépendance nationale sont soumises à des organismes étrangers à notre histoire, notre culture et nos soucis. Non !

Royaliste, notre organisation ne peut-être fidèle à sa tradition qu'en étant au service de notre pays, entièrement disponible dès lors qu'autant de menaces pèsent sur lui chaque jour et que sourd la violence, la haine.

A nous royalistes d'en faire une espérance vraie. Et faire beaucoup avec rien, comme nous l'avons encore démontré cette année en est la meilleure preuve. Faire beaucoup plus avec vous tous c'est le bilan que j'espère pouvoir faire l'année prochaine.

Nicolas LUCAS
délégué national

Une volonté qui prend forme

L'action que nous conduisons vise à reconstituer, dans le champ de ruines qu'est devenue la vie politique française, un espace de débat démocratique et une autorité qui permettra d'assurer l'existence d'un État de droit.

Pressentant l'effondrement de la vie politique, nous avons eu comme souci, depuis 1996, de construire une organisation qui puisse assumer ses responsabilités dans la nation. Plus de 25 ans de réflexions et de dialogues, d'expériences diverses nous donnent un avantage indiscutable sur toutes les autres formations. Cette construction passe par une presse libre, une structuration de notre mouvement, une formation de haut niveau des militants et des cadres et, bien entendu, par le développement de notre présence dans les luttes civiques et sociales.

Une presse libre

Si les finances de *Royaliste* restent problématiques - c'est même à cela qu'on reconnaît trop souvent un journal libre - son audience s'est encore élargie à des lecteurs étrangers à notre tradition politique ou intellectuelle, comme en témoignent les soutiens reçus au cours de l'année. Il n'en demeure pas moins que *Royaliste* doit trouver les moyens d'une diffusion qui puisse accompagner et confirmer le développement de nos responsabilités politiques. Chacun de nos lecteurs peut et doit y contribuer.

La structuration du mouvement

Tourné désormais vers la prise de responsabilités dans la vie de la nation, notre mouvement adapte pour cela, année après année, ses instances

existantes (le conseil national, le comité directeur) ou en crée de nouvelles comme ce fut le cas pour l'équipe nationale, spécialement chargée de mettre en oeuvre le plan de redynamisation.

Cette année c'est le Congrès qui a été transformé. Sa nouvelle composition : le comité directeur, le conseil national élu et l'équipe nationale, est bien représentative de notre mouvement. Sa réunion est précédée par celle de la Commission Nationale du Projet (CNP), à laquelle peuvent participer tous les adhérents qui le souhaitent. Cette commission est chargée de la mise au point des motions que le Congrès adopte.

1998-99 a surtout été marqué par la reprise du développement géographique. Une série de réunions en province (Saint-Étienne, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Corrèze, Nantes, Cholet, Saumur, Rennes, ...) a permis de tester l'attente de nos lecteurs, sympathisants et adhérents. Réunions d'information et de discussion ont fait le point sur la nouvelle donne politique, sur les atouts du royalisme et le jeu désormais possible de la NAR. A la rentrée l'action politique prendra le pas sur les discussions.

Une formation de haut niveau

Sans cet effort de formation il n'y a pas de développement politique possible car l'enga-

gement c'est l'épreuve de l'affrontement intellectuel, des prises de responsabilités, de la gestion du temps. D'emblée, l'ambition a été de former non seulement les cadres et les militants de notre mouvement mais aussi d'autres citoyens venus d'ailleurs. A côté des sessions nationales organisées par l'Institut de Formation Civique et de coopération européenne (IFCCE) où nos adhérents côtoient d'autres militants, nous avons inauguré des journées de formation décentralisées, dont la première s'est déroulée à Toulouse en mai. Une session pratique ouvrira l'année 99-2000. Elle aura lieu le 25 septembre à Paris.

Notre présence dans les luttes civiques

Pendant longtemps nous avons participé aux luttes civiles et sociales au sein d'organisations traditionnelles (syndicats, associations civiles...). Depuis deux ans, face à leur impuissance à conduire des luttes victorieuses en terme de progrès social et devant le gâchis militant que cette impuissance génère, nous avons décidé d'accompagner tous ceux qui ne veulent plus se contenter de luttes de survie ou de luttes partielles. Ces différentes actions viennent d'aboutir à la création de l'association *État de droit*, qui rassemble des militants de tous les horizons, las des échecs programmés de leurs organisations et convaincus de la nécessité d'une contre-offensive globale. Les militants de la NAR sont invités en toute clarté à rejoindre cette association et à entreprendre toutes les actions utiles pour imposer la nouvelle stratégie de lutte.

Mais l'engagement politique reste plus que jamais indispensable. Dans une France où la classe dirigeante aggrave chaque jour la coupure qui la sépare du peuple, l'affirmation d'un projet politique, historiquement fondé et clairement exprimé s'impose comme une priorité : parce que c'est maintenant qu'il faut offrir une perspective aux luttes justes mais éparpillées, parce que c'est maintenant qu'il faut donner des raisons d'agir avec urgence et rigueur à ceux qui sont à deux doigts de la révolte.

Comte de Paris

Dès l'annonce du décès du comte de Paris, le 19 juin, le Comité directeur de la Nouvelle Action royaliste et le comité de rédaction de *Royaliste* ont publié le communiqué suivant :

« Digne successeur des rois capétiens, M^{re} le Comte de Paris a incarné tout au long de sa longue vie politique la tradition de la monarchie royale. Après avoir justement condamné les idéologies extrémistes de l'Action française, il n'a cessé de servir la nation française, selon les principes de justice et de liberté. Antifasciste déclaré, combattant de 1940, il a soutenu le général de Gaulle et approuvé sa révolution constitutionnelle, sa politique étrangère et son oeuvre de modernisation de la France. Le Prince a discrètement encouragé la démocratisation du royalisme, soutenu l'action de François Mitterrand, dénoncé le racisme et la xénophobie. Ses ouvrages restent une source d'inspiration pour les royalistes et de réflexion pour l'ensemble des Français. Son action politique est exemplaire, quant à la fidélité à la tradition historique dont il était porteur, quant à son sens de l'État, quant à son dévouement à la nation.

« Les dirigeants et les militants de la Nouvelle Action royaliste adressent leurs respectueuses condoléances à Madame la comtesse de Paris, à M^{re} le comte de Clermont, nouveau chef de la Maison de France, à son fils le prince Jean, duc de Vendôme, ainsi qu'à l'ensemble de la Famille de France. »

Une délégation de la NAR avait été invitée à assister à la cérémonie des obsèques du Prince qui ont eu lieu en la chapelle royale de Dreux, le lundi 28 juin. Cette délégation, menée par cinq membres du Comité directeur a présenté, au nom de tous les militants, ses condoléances au nouveau chef de la Maison de France ainsi qu'aux autres membres de la famille royale. La NAR avait d'autre part envoyé un coussin de fleurs.

T'a pas cent balles ?

Une confiance : il y a trois semaines, en renouvelant ici mon appel à l'aide, j'ai un instant douté. Douté, non de la fidélité et de la bonne volonté de nos lecteurs, mais de leur capacité financière en ces périodes de crise. Puis est venue la surprise, le sursaut salutaire et la mobilisation qui ont fait qu'en trois semaines on a plus récolté que pendant les deux mois précédents. Nous voici donc aujourd'hui avec l'objectif des 50 000 F à portée de la main. Que les retardataires se mobilisent, que ceux qui peuvent le faire remettent la main au porte-monnaie et ce sera gagné. Que tous soient ici vivement remerciés. J'avais eu tort de douter.

Yvan AUMONT

5e liste de souscripteurs

Roger Akriche 250 F - C.A. (Paris) 150 F - Gilles Ascaride 200 F - Maurice Asta-Richard 100 F - Jean Aubry 300 F - Paul Balta 100 F - Thierry Baudouin 100 F - Edmond Baur 250 F - Loïc de Bentzmann 500 F - Jacques et Denise Berbineau 100 F - S.B. (Paris) 500 F - Laurent Boissavy 100 F - Sylvie Boisserolle 100 F - G.B. (Hérault) 100 F - Armand Boyé de l'Isle de Kermorial 200 F - Gisèle Brodud-Yviquel 200 F - Olivier Bruneau 75 F - Philippe Cailleux 200 F - Noël Cannat 200 F - Dr Jean Cayotte 250 F - Arnaud Chaballier 50 F - Pierre-Henri Chalvidan 250 F - Jean Charbonnel 250 F - Philippe Vimeux 200 F - Robert et Suzanne Chateigner 50 F - Denis Cribier 300 F - André de Crux 100 F - Philippe Dechartre 1000 F - Hélène Dejenne 500 F - Gérard Destanne de Bernis 400 F - Michel Fontaurelle 500 F - Bernard Devillers 100 F - Jean-Louis Dhome 100 F - Jacques Doremieux 200 F - Michèle Dutac 250 F - Jean Eyraud 250 F - Philippe Favre 500 F - Armelle Fincato 150 F - Yves Floucat 150 F - François Francart 500 F - Christian Frater 400 F - Raoul Gaillard 50 F - André Gallière 200 F - François Gerlotto 300 F - Robert Gesnot 100 F - Michel Godefroid 100 F - Luc de Goustine 1000 F - Marc Hedelin 200 F - Isabelle Houdart 150 F - Fabrice Hugot 1110 F - Patrick Isambert 500 F - Philippe Jeannenot

Total de cette liste : 25 365 F

Total précédent : 18 851 F

Total général : 44 216 F

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site Internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Réglements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

À noter : les correspondants qui avaient l'habitude d'utiliser la ligne "personnelle" d'Yvan Aumont sont priés de ne plus le faire, cette ligne étant maintenant réservée aux communications électroniques.

TRANSMETTRE

Nous avons à transmettre le message politique du défunt chef de la Maison de France. Tel est le souhait que le comte de Paris, deuxième du nom, a exprimé à d'innombrables reprises lorsque, dirigeants et militants de la Nouvelle Action royaliste, nous le rencontrons.

Ce message n'a rien d'ésotérique. Il a été publié dans plusieurs ouvrages, exprimé par le Prince dans les entretiens qu'il a accordés à *Royaliste*, et rappelé lors de ses ultimes déclarations. Il est suffisamment précis pour ne pas provoquer des querelles d'interprétation. J'ajoute, pour que tout soit clair, que nous ne sommes pas les gardiens d'un dogme, ni les propriétaires d'un texte : transmettre un message politique, c'est le diffuser aussi largement que possible, et le rendre intelligible à tous.

A l'heure où le deuil se mêle d'espérance, puisque la transmission première s'est déjà accomplie selon la loi de succession dynastique, je veux en notre nom à tous réaffirmer notre fidélité au prince disparu en rappelant les principes qu'il nous avait exposés, et ce qu'ils impliquaient pour un mouvement royaliste.

La monarchie n'est pas un parti, sinon la fonction arbitrale ne peut être exercée. Il s'ensuit que le chef de la Maison de France ne peut être le chef d'un parti royaliste, afin qu'il demeure un recours pour toute la nation, et que les royalistes ne sauraient s'annexer le prince qu'ils ont librement décidé de servir. Indépendance de la Maison royale, autonomie des royalistes : ces principes liés sont intangibles.

La monarchie royale n'a de sens que si elle répond aux exigences communes d'unité nationale, de justice sociale et de liberté - tant personnelle que collective. Puisque la guerre civile est le plus grand des maux, les royalistes doivent de toutes leurs forces conjurer ce risque. Il n'y a pas de « mauvais Français », ni de citoyens de seconde zone, mais de libres individualités, égales entre elles et devant l'État. Les polémiques et les luttes politiques, aussi vives soient-elles, trouvent leur limite dans ce souci d'unité et dans ce respect des personnes.



L'intérêt de la nation est plus important que la question du régime politique - même si certains sont plus favorables que d'autres à la France et aux Français - et prévaut sur les considérations partisans. Cet ordre de priorités s'impose aux royalistes d'autant plus fermement qu'ils l'ont malheureusement inversé à plusieurs reprises dans l'histoire. Comme les rois, les princes sont au service de l'État, dès lors qu'il s'efforce de réaliser l'idéal républicain - le bien commun. Même lorsque les institutions ne sont pas pleinement légitimes, quant à l'histoire, quant à la fonction arbitrale, mais effectivement démo-

cratiques, les royalistes doivent les défendre et contribuer à améliorer leur fonctionnement. La politique du pire est la pire des politiques.

Comme l'insurrection face à la tyrannie, la révolte est le plus sacré des devoirs lorsque la patrie est en danger. En 1998, le défunt chef de la Maison de France déclarait que « *La France retrouvera sa liberté en se révoltant* ». Nous transmettons cet appel à tous ceux qui s'indignent des abandons de souveraineté à la bureaucratie européenne et de la soumission de la France à l'hégémonie américaine. Nous porterons haut et loin cette révolte justifiée - jusqu'aux révolutions qu'il nous faut accomplir.

La révolution institutionnelle a été faite par le général de Gaulle entre 1958 et 1962 : il faut défendre cette oeuvre décisive contre ceux, de plus en plus nombreux, qui veulent saccager la Constitution de la V^e République. Dans la fidélité à la Déclaration de 1789, au 4 Août, à la Révolution avec le roi, dans la fidélité à la Révolution anti-réactionnaire de 1830, à la monarchie tricolore, nous avons à faire les révolutions économiques et sociales que le prince appelait de ses vœux. Ceci en réaffirmant la nécessité d'une royauté qui donnera son plein accomplissement à notre monarchie élective, selon l'espérance toujours réaffirmée par le prince tout au long des soixante années de sa vie publique.

Ce rappel vaut engagement pour l'avenir. Au comte de Paris, troisième du nom, nouveau chef de la Maison de France, à Jean, duc de Vendôme et prince héritier, nous affirmons notre volonté de servir selon les enseignements du prince que nous avons aimé.

Bertrand RENOUVIN